



Elections présidentielles et législatives : PAR NOS LUTTES ET PAR NOS VOTES TOUS ENSEMBLE GAGNONS LE PROGRES SOCIAL

Pour notre Protection Sociale

La Protection Sociale c'est quoi ?



La Protection Sociale vise à protéger les individus des aléas et des évolutions de la vie : maladie, maternité, accident de travail, invalidité, perte d'autonomie, chômage, retraite, éducation des enfants.



Pilier de la Protection Sociale, la Sécurité Sociale qui repose sur le principe "chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins", doit rester fondée sur une dimension universelle, ouverte à l'ensemble de la population, financée et gérée par les cotisations, avec un taux unique de cotisation.

Les cotisations, c'est du salaire socialisé



Notre salaire se décompose entre le salaire direct couvrant nos besoins individuels et le salaire socialisé couvrant les besoins collectifs : le droit à la santé pour tous, le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement, le droit à une retraite et des pensions de reversion pour vivre dignement, le droit à l'emploi, le droit à une action sanitaire et sociale, le droit à une prise en charge face à la perte d'autonomie.



Les cotisations, qu'elles soient patronales ou salariales, sont donc un prélèvement issu des richesses que nous créons dans nos entreprises et administrations et doivent rester le principe de financement de la Sécurité Sociale. Quand gouvernement et patronat baissent les cotisations patronales, c'est en fait notre salaire qu'ils baissent : **30 milliards d'€ d'allègements et d'exonérations de cotisations sociales sont offerts au patronat chaque année** (qui ne paie plus de cotisations pour un salaire au SMIC).

La Sécurité Sociale ne souffre pas de trop de dépenses mais d'un manque de recettes :



Les politiques libérales s'inscrivent dans un désengagement des employeurs par un recul des cotisations, favorisant un transfert vers l'impôt (CSG, CRDS et TVA), permettant un accroissement des dividendes et faisant payer aux ménages ce qui était préalablement prélevé sur les richesses créées par notre travail.

Ces richesses doivent servir les besoins collectifs et financer la Sécurité Sociale par les cotisations et non



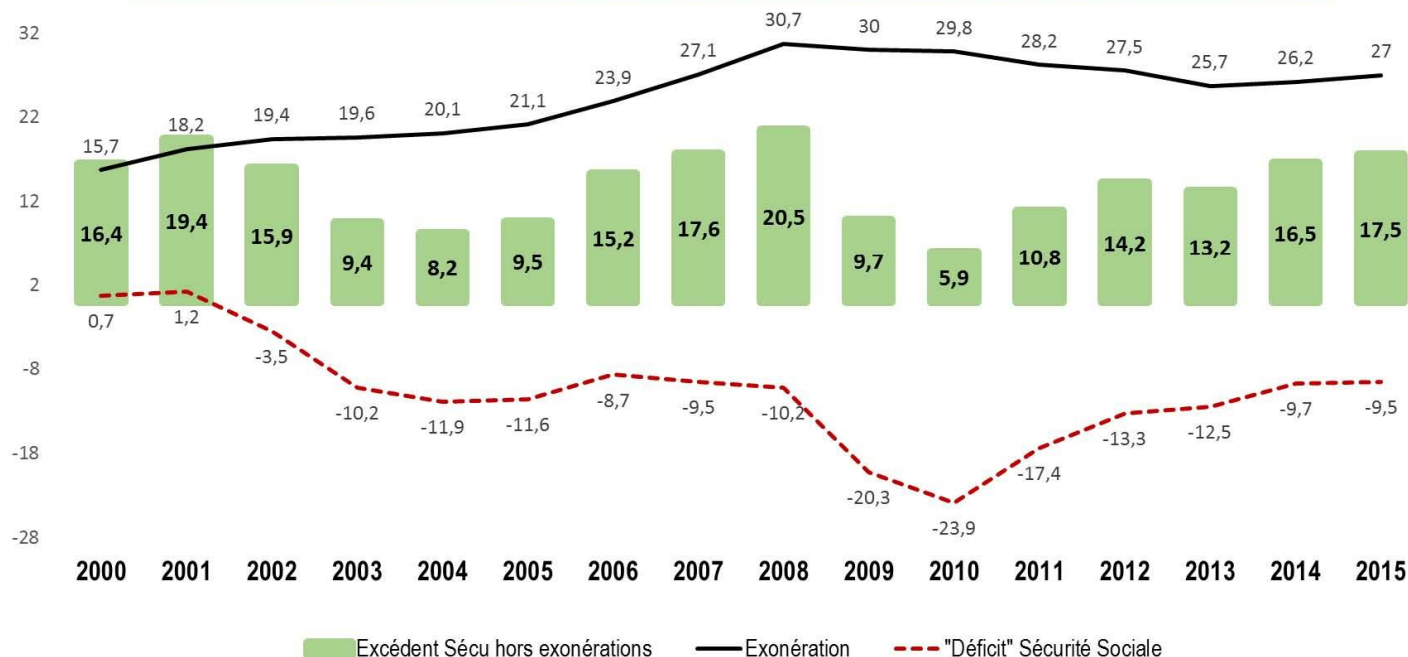
les actionnaires par le versement des dividendes : **186 milliards d'€ versés en 2015.**

La Sécurité Sociale est aussi victime de la marchandisation de la santé et du système de soins. Elle est devenue "la vache à lait" de secteurs entiers : hospitalisation privée, industrie pharmaceutique (scandale du prix du médicament).

C'est bien le capital qui est un coût et non les cotisations

Depuis 2000, si les patrons avaient payé leurs cotisations, la SECU aurait toujours été dans le vert et aurait pu bénéficier de 220 milliards pour les travailleurs

Exonération de cotisations sociales et du déficit de la Sécu en Mds€ (source Acof)



Les politiques salariales menées depuis 30 ans, le chômage qui en découle, la financiarisation de l'économie, mettent à mal les ressources de la Sécurité Sociale, des Caisses de Retraites Complémentaires et d'Assurance Chômage... Inverser les choix politiques est un enjeu fondamental pour lutter contre le dumping social et reconquérir notre Protection Sociale.

L'AUGMENTATION DES SALAIRES EST UN DES PARAMÈTRES INCONTOURNABLES, AVEC LA RÉDUCTION DU CHÔMAGE, D'UN APPORT EFFICACE DE RESSOURCES.

La CGT revendique :

- un financement de la Sécurité Sociale assis sur les cotisations et non sur l'impôt,
- la mise à contribution des revenus du capital au même taux de cotisations que les revenus du travail,
- aller vers le remboursement à 100 % par l'Assurance Maladie,
- supprimer toutes les exonérations de cotisations sociales et réorienter les financements publics vers la création d'emplois,
- intégrer dans la Sécurité Sociale le risque lié à la perte d'autonomie,
- la fin du paritarisme et le retour aux élections des Administrateurs Salariés par les travailleurs.
- repenser le mode de facturation des médecins libéraux,
- favoriser de nouvelles formes non marchandes d'exercice de la médecine (ex. : centres de santé).

**LES MOYENS EXISTENT
POUR MENER UNE POLITIQUE DE PROGRÈS SOCIAL**